

Croyance et politique : des rumeurs en Algérie à la fin du XX^e siècle

Mohammed Hocine BENKHEIRA⁽¹⁾

Toutes les rumeurs ne sont pas fausses. Qu'une information circule sous la forme d'une rumeur ne plaide pas contre elle, car *a posteriori* elle peut se révéler vraie. Ce qui caractérise la rumeur, c'est en premier lieu *le support* qui lui sert de media : la communication orale¹. La rumeur est au départ un événement oral, qui peut, par la suite, prendre une forme écrite. Mais le journaliste, ou celui qui est responsable de ce passage à l'écrit, tient parfois à préciser qu'il s'agit d'une rumeur. Sur Internet, souvent on ne prend même pas la peine de préciser cela. Cependant la forme orale ne la définit pas essentiellement, car sa principale caractéristique, ce n'est pas sa fausseté – puisque certaines rumeurs sont vraies –, mais qu'elle n'est imputable à aucune autorité/source précise. La rumeur, qui vient de nulle part et de partout, est elle-même une source.

Ainsi une rumeur semble surgir par génération spontanée, au sein de la société. On peut parfois en repérer les propagateurs, jamais les initiateurs, sauf dans le cas des campagnes d'intoxication menées par des services secrets officiels, un parti politique, un groupe de presse, etc. Le mécanisme de sa formation demeure un mystère, même s'il est à peu près certain que toutes les rumeurs ne naissent pas de la même manière. A cause de toutes ces raisons, des services secrets ou un groupe d'intérêts particulier (un parti politique, un lobby, etc.) peut propager de « fausses rumeurs » afin de tester l'opinion, de nuire à une personnalité ou à un adversaire, etc. Par certains côtés, la rumeur ressemble à un attentat, mais qui ne serait jamais revendiqué.

Comme nous pouvons reconstruire la formation de certaines rumeurs « spontanées », à la différence de celles qui sont dirigées et qui sont des manipulations délibérées, nous pouvons avancer que sans doute la plupart naissent-elles au départ comme le fruit d'une mésinterprétation

⁽¹⁾ EPHE, France.

¹ Il va de soi que l'on doit distinguer la rumeur à l'époque contemporaine, en raison de l'abondance et la diversité des moyens d'information, et la rumeur aux époques anciennes, y compris à l'ère moderne. La littérature secondaire sur la rumeur est abondante. Donnons deux titres récents : François Ploux (2003), *La rumeur : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier. Et Philippe Aldrin (2005), *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF.

d'un fait réel (voir une lumière dans le ciel et l'interpréter comme un ovni), d'une erreur dans la transmission, d'une association d'idées, etc. Les rumeurs, qui ont pour but la manipulation d'autrui, relèvent de la désinformation ; elles constituent une arme dans le combat politique ou dans la guerre. Il faut reconnaître cependant qu'il est difficile de faire la part entre les deux types de rumeur, car une rumeur « spontanée » au départ peut être gonflée afin de servir les intérêts d'un groupe particulier, comme une rumeur « fabriquée » peut, si elle rencontre un terrain favorable dans la société, être reprise et diffusée à une large échelle par la *vox populi*.

Il y a une *mécanique* de la rumeur. En effet, les sociétés les plus propices à la propagation des rumeurs sont celles où il y a une rétention de l'information de la part des autorités, ou bien là où celles-ci pratiquent la désinformation. C'est pour cela que l'une des façons les plus efficaces de combattre la rumeur, c'est encore l'information, à condition que le média qui la diffuse soit suffisamment crédible. Dans toutes les sociétés, les peuples, en totalité ou en partie, se méfient de l'information officielle ; cette méfiance a tendance à s'accroître en même temps que l'absence de confiance dans le gouvernement, voire que l'hostilité à son égard. On remarque d'ailleurs que seuls les partisans du gouvernement croient en son information. C'est pour cette raison qu'une société débarrassée de toute rumeur est impensable, d'autant qu'il y a plusieurs degrés dans la rumeur : il y a la rumeur limitée à un petit milieu (par ex. un groupe d'amis ou de voisins) ; la rumeur au sein d'un ensemble plus étendu comme une entreprise ou une corporation ; une rumeur à l'échelle d'une ville ; etc. Il y a ainsi des rumeurs nationales et des rumeurs locales.

Les rumeurs nationales ont souvent un lien avec les classes dirigeantes. La plupart d'entre elles ont trait aux membres de celles-ci, soit dans l'exercice de leurs fonctions, soit dans leur vie privée. Dans ce cas la rumeur remplace l'information officielle, qui ne satisfait personne, soit parce qu'elle contredit l'observation quotidienne (par exemple, le consommateur constate qu'il y a une pénurie d'un bien de consommation donné, mais l'information officielle soutient qu'il n'y a pas de pénurie), soit parce qu'elle est trop invraisemblable (le nombre des morts durant le séisme d'El-Asnam de 1981), soit aussi parce que les médias officiels ont perdu toute crédibilité, au point que même quand ils donnent de bonnes informations, on ne les croit pas. La rumeur peut concerner tous les personnages publics (sportifs, chanteurs, écrivains, etc.), mais aussi des groupes particuliers, comme des minorités ethniques, religieuses, etc.

L'efficacité d'une rumeur, qui fait qu'elle « réussit », en devenant une information crédible, ne vient pas de son contenu – celui qui la reçoit n'a aucun moyen ni aucune aptitude pour la vérifier –, mais, comme le pronostic de la cartomancienne ou de l'astrologue, elle vient confirmer une représentation préexistante. Pour quelles raisons la foule adhère-t-elle à la rumeur ? La vérité de la rumeur ne tient pas au contenu de l'énoncé mais à son adéquation au désir du sujet. La rumeur est crue quand elle confirme ce que croit le sujet. Elle peut être également acceptée quand elle renforce une crainte ou une aspiration du sujet.

De ce point de vue, la rumeur est antagonique avec le régime démocratique, qui est fondé sur la discussion et la délibération publiques. C'est pour cela que ce dernier est tenu de combattre la rumeur dans tous les domaines – même dans des domaines non politiques (par exemple, dans le domaine médical) – car il a intérêt à préserver un cadre rationnel d'échange. La rumeur a ceci de particulier qu'elle introduit un élément d'irrationalité.

Ce qui frappe tous ceux qui s'intéressent au monde arabo-musulman, c'est que la rumeur n'y est pas suffisamment prise en compte, alors qu'elle constitue souvent un ressort essentiel de ces sociétés. On peut appréhender une société à travers des statistiques, des articles de presse, des rapports gouvernementaux, les déclarations des hommes politiques au pouvoir ou de l'opposition, mais une société vit de la vie qui anime ses membres. Dès lors peut-on faire l'impasse sur les ressorts profonds des individus concrets ? De façon surprenante d'ailleurs, il arrive que la recherche cède face à la rumeur et reprend à son compte les explications les plus galvaudées, comme la théorie du complot par des forces agissant dans l'ombre. C'est pour cela que nous proposons de commencer par poser le problème de *la croyance* sur le terrain politique.

Le problème de la croyance en politique

Nous prenons de plus en plus la mesure de l'importance de la dimension *mythologique* de la politique. Cela est acquis pour les sociétés « traditionnelles », mais cela est également vrai des sociétés industrielles modernes. Si les démagogues fleurissent ces derniers temps avec tellement de succès, sous tous les cieux, ce n'est pas sans lien avec cette donnée fondamentale des sociétés humaines. Un grand historien français intitulait, il y a quelques années, un essai de manière provocatrice : *Les Grecs croyaient-ils à leurs mythes ?* Ce qui est certain, c'est que nos contemporains croient aux leurs. Un mythe n'a de sens que par

l'adhésion qu'il suscite. C'est dire que s'il est question de mythe, il est forcément question de *croyance*.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de préciser rapidement ce qu'il ne faut pas entendre par mythe. On ne peut pas substituer dans les lignes qui précèdent l'adjectif «irrationnelle» à l'adjectif «mythologique». Ce n'est pas qu'il n'y a pas d'irrationalité dans le mythe, mais il ne s'agit pas que de cela. Ce qu'il y a d'irrationnel dans le mythe, c'est son contenu, encore que les mythologues ont fait depuis longtemps la démonstration que ce contenu n'était pas si irrationnel que cela. Tout comme le rêve, on peut déchiffrer le mythe, en dévoilant le contenu latent que recouvre le contenu manifeste. C'est seulement ce dernier qui est irrationnel et illogique. Cette interrogation sur le contenu du mythe a longtemps voilé la question importante de la raison dernière du mythe. On devrait pouvoir pour commencer la formuler ainsi: Pourquoi des mythes? Qu'est-ce qui rend à la fois nécessaires et possibles les mythes?

Le mythe que je me propose d'examiner ici ne ressemble en rien aux mythes classiques, voire aux récits que recueillent les ethnologues. Il s'agit de l'élaboration d'un personnage imaginaire, dont la principale fonction est d'*expliquer* soit les difficultés soit la crise de la société algérienne. Inventé par quelques journalistes et hommes politiques, ce personnage fabuleux, qui n'est pas seul dans son genre, est tenu pour *réel* par l'immense majorité. Tout se passe comme si la construction littéraire du personnage donnait une existence officielle à un personnage qui vivait jusque là dans l'ombre. Les populations urbaines n'ont éprouvé aucune difficulté à adopter ce nouveau mythe. Cette croyance est mise en forme par des intellectuels, mais ces derniers ne sont pas indépendants de la croyance - ils la partagent avec la masse. Autant que cette dernière, ils éprouvent *le besoin* d'un tel personnage. Il faut donc insister particulièrement sur la nécessité qui s'exprime à travers ce personnage. Ne pas y croire, c'est être obligé ou bien de reconnaître que ce qui se passe est incompréhensible, n'a pas de sens et ne tombe pas donc sous l'autorité humaine, ou bien que l'explication est à chercher ailleurs. Si le mythe de «la mafia politico-financière» permet de comprendre - en partie au moins - la crise algérienne à la fin du XX^e siècle, on doit observer que l'explication qui est ainsi fournie, en même temps que le personnage, relève de ce que l'on appelle habituellement «manichéisme».

On doit remarquer que le terme de *mafia* est aujourd'hui utilisé de façon aussi pléthorique qu'abusive par les media français notamment concernant les pays de l'Est. Il semble être de ce fait réservé aux anciens «totalitarismes». Dans le cas de l'Algérie, les choses sont différentes

puisque l'innovation est endogène. Ce sont les Algériens qui se sont emparés d'une image cinématographique - la mafia c'est pour eux d'abord un phénomène cinématographique, par conséquent c'est un être de même valeur que n'importe quelle représentation cinématographique comme *007*, *Spartacus* ou *Terminator*.

La *mafia politico-financière* n'a sans doute jamais existé *stricto sensu* (car la mafia est tout de même *une organisation*), mais tous ou la plupart des Algériens y ont cru, chacun l'interprétant dans le cadre de son propre horizon. Le « parti de la France », contre lequel les partisans de l'arabisation radicale déclaraient à la même époque se battre, n'est qu'une des faces de ce personnage mythique, dont la réalité ne réside que dans l'acte de foi de ceux qui y croyaient. Ainsi la crise algérienne de la fin du XX^e siècle pose de manière très forte le problème de la croyance en matière politique. Une anecdote peut aider à comprendre le problème.

Il y a une vingtaine d'années, dans une université algérienne, au cours d'un examen oral, le professeur qui veut aller déjeuner, confie la boîte qui contient les petits papiers sur lesquels sont écrits les sujets à une étudiante. Celle-ci, qui n'a pas encore été auditionnée, s'abstient de regarder dans la boîte et en interdit l'accès à ceux de ses camarades qui veulent le faire. Une petite dispute s'ensuit, la jeune étudiante est débordée et la fameuse boîte est finalement ouverte. On découvre avec déception qu'elle est vide. Par delà l'espièglerie d'un professeur, qui s'est joué de la crédulité d'une étudiante, cette anecdote constitue une véritable expérience, riche d'enseignements. Certains étudiants ont réellement cru que le professeur, allant déjeuner, pouvait laisser à leur portée les sujets. D'autres n'y ont pas cru, car ils avaient fait le raisonnement suivant : le professeur ne peut pas croire un seul instant que les étudiants seraient assez respectueux de l'engagement à ne pas regarder dans la boîte. On peut donc dire que parmi les étudiants, il y avait les « naïfs » ou les « crédules » et les « réalistes », les premiers n'étant pas forcément les plus irréprochables moralement. Qu'il puisse exister des individus appartenant à la seconde catégorie ne nous intrigue pas, mais que la première catégorie puisse encore trouver des représentants est pour le moins étrange. Pourquoi certains étudiants ont-ils réellement cru que le professeur avait confié à la garde de leur camarade les sujets de l'examen en attendant son retour? La comparaison avec la politique doit être relativisée, car en politique personne ne peut violer le secret de la boîte contenant l'objet de toutes les passions. Elle reste inaccessible.

Le démagogue n'apparaît comme démagogue que pour ses adversaires; il dispose de mille et une façons pour justifier le fait qu'il n'a pas tenu ses promesses. On le sait depuis longtemps, le démagogue et le

prophète sont proches. Quand les prophéties de ce dernier ne se réalisent pas, ce dernier ne s'avoue pas pour autant vaincu et ne se transforme pas en disciple de ses concurrents. Comme le prophète, le démagogue ne peut pas ne pas croire au discours qu'il tient; il ne peut convaincre que parce que lui-même est déjà convaincu. Un démagogue qui ne croit pas en ce qu'il dit est *souvent* un personnage de fiction.

Moins nous avons de maîtrise sur nos conditions d'existence et plus nous sommes portés à échafauder des explications fabuleuses de ces conditions d'existence. En Algérie, avec la crise ouverte par les émeutes d'octobre 1988, c'est un rapport aux conditions d'existence de toute une population qui se trouve perturbé. Jusqu'à cette date, les Algériens vivaient, protégés par la coquille vide du « socialisme spécifique », dans la croyance qu'ils étaient à l'abri des crises qui secouaient le monde autour d'eux. Cette illusion infantile était la foi commune des dirigeants et de la population. On croyait que les difficultés n'étaient que passagères. La crise de 1988 a déchiré le voile et brisé la coquille; la fameuse boîte a montré avec effarement qu'elle ne contenait rien. A partir de ce moment, la parole des dirigeants et de leurs représentants est constamment mise en doute. A la croyance aveugle, succède la défiance totale. Les responsables politiques sont définis comme des « menteurs », qui recherchent le pouvoir pour le pouvoir. Jusqu'en 1988, les Algériens vivaient dans une croyance élaborée patiemment depuis 1954 et même avant, par le FLN. Cette croyance définit qui est l'ennemi de l'Algérie et explique ainsi tous les déboires du pays et du peuple; mais elle met en scène également une « avant-garde » éclairée, disposant du savoir.

Socialité et auto-interprétation

Le thème de *la mafia politico-financière* est apparu au lendemain des émeutes de 1988. L'apparition et le succès de cette formule ne devraient pas surprendre un observateur et un connaisseur de l'Algérie indépendante, mais seulement ceux qui ne connaissent ce pays que par les livres et les articles de presse, ou au mieux par ouï-dire, grâce à quelques conversations avec des membres de l'élite, ce qui semble être le cas de nombreux spécialistes auto-proclamés de l'Algérie.

L'apparition de ce thème témoigne d'une certaine permanence. Il s'agit au fond d'une idée banale: c'est l'idée du « complot », de « la cinquième colonne », etc. Je peux maintenant formuler mon hypothèse. *Toutes les sociétés doivent interpréter pour leur propre compte, ainsi que pour celui de leurs membres, les événements qu'elles connaissent ainsi que leur évolution. Cette interprétation est d'une nécessité impérieuse, car elle constitue un des moyens sur lesquels se portent l'adhésion des individus et leur croyance d'être membre à part*

entière de «leur» société. Cette interprétation est le fait du Pouvoir, instance de légitimité, qui n'est pas forcément identifiable avec le pouvoir central ou le gouvernement. Dans le monde occidental, cette interprétation est fournie par de nombreuses institutions, qui ne sont pas directement rattachées à l'Etat ou au gouvernement; le plus souvent, elles se targuent de leur indépendance.

Car s'il n'y a pas reproduction de cette adhésion et de la croyance qui la fonde, le lien social est remis en question. Par ce biais, on peut maintenir une certaine cohésion de la collectivité. Car si ce qui se passe reste «incompréhensible» pour les individus, ils ne peuvent se sentir concernés et leur *mobilisation* faiblira. Une société ne vit pas que parce que ses membres y croient; sa pérennité est donc suspendue à une croyance. Que celle-ci s'effondre et la société peut s'effondrer ou connaître une crise grave. C'est ce qui s'est passé en Algérie à la fin du XX^e siècle.

Ce qui compte, ce n'est pas que les interprétations qui sont fournies par la société expliquent vraiment ou non les évolutions, mais qu'elles rendent compréhensible ce qui, sans elles, serait obscur et confus. C'est ainsi que l'individu est en mesure d'aboutir à la conviction que la société dans laquelle il vit est *sa* société. L'élaboration de ce type d'explication est donc un mode d'appropriation de la société par l'individu, une façon de surmonter l'altérité des autres et de la société dans laquelle il vit. Par ailleurs, on doit probablement relever que cette nécessité d'interpréter les évolutions sociales ainsi que les événements s'accroissent avec l'émergence d'un pouvoir centralisateur, qui trouve une de ses forces dans sa capacité à mobiliser les populations. Dans les sociétés industrielles, cette auto-interprétation est une tâche à laquelle s'attellent de nombreux experts - économistes, sociologues, psychologues, psychanalystes, politologues, anthropologues, historiens, mais aussi biologistes et généticiens, physiciens, mathématiciens, logiciens, etc. C'est également une des fonctions générales des sondages d'opinion. C'est pourquoi, ceux qui accusent les sciences sociales et humaines de fonctionner souvent comme «l'opium du peuple» n'ont pas entièrement tort. Par l'adhésion, ce que l'on cherche à obtenir c'est *la soumission*. Une des conséquences de l'auto-interprétation, c'est la soumission, la reproduction de l'assujettissement, sans lequel aucune société ne pourrait survivre. La particularité des sociétés traditionnelles est que cette fonction auto-interprétative n'est pas dévolue aux sciences en général. Ou plutôt: l'auto-interprétation due à des scientifiques est nettement moins efficace que celle qui est produite par les leaders d'opinions en

général, comme les hommes politiques, les dirigeants syndicaux et les hommes de religion.

La croyance au complot de *la mafia politico-financière* est une interprétation condensée de la situation sociale et politique; c'est la grille d'analyse qui, en cette fin de siècle, correspondait le mieux à la structure psychique de la foule algérienne, qui s'arrachait avec difficultés à la domination du discours nationaliste. Toutes les difficultés de l'Algérie d'alors pouvaient ainsi trouver une explication simple: si rien n'est possible, si aucun changement n'est réalisable, si les problèmes ne peuvent connaître une issue favorable, c'est parce qu'une puissance maléfique considérable régente dans les coulisses le destin de l'Algérie. Des individus, généralement des responsables et des hommes riches et influents, ont constitué une sorte d'organisation secrète qui sabote toutes les mesures et toutes les politiques qui peuvent améliorer la situation. Cette « société secrète », très influente, fait et défait les ministres et même les gouvernements. La Justice ne peut rien contre elle, et elle noyauté avec efficacité les services de sécurité ainsi que l'Armée. Ce thème peut prendre diverses formes : dans la bouche des islamistes, il s'agira du « franco-communisme »², dans celle de leurs adversaires, de « l'Internationale islamiste ». S'il avait existé en Algérie une franc-maçonnerie³, ou si une minorité juive ou chrétienne avait eu une certaine influence, il y a fort à parier qu'elle aurait incarné ce rôle démoniaque parfaitement. On a inventé *la mafia politico-financière* pour combler un vide. On peut comparer ce personnage fabuleux au démon, auquel toutes les grandes religions laissent une place non négligeable dans leur cosmogonie et même leur eschatologie. Car comment expliquer les malheurs? La place du démon n'est pas escamotable, il est là pour représenter le négatif.

Le pouvoir : une entité ambivalente

J'ai pris conscience pour la première fois de l'importance de cette dimension d'une part dans une réflexion que j'avais entamée au sujet de la diffusion des informations et des nouvelles dans la société algérienne, en rapport avec le problème de la rumeur, d'autre part dans une analyse du discours politique, en particulier d'un texte précis que j'ai tendance à

² Un de mes étudiants algérois en 1992 était venu se confier à moi pour me dire que le chef d'état-major d'alors était communiste ! Un schème de propagande et d'analyse des islamistes était d'assimiler la situation algérienne à celle qu'elle avait été en Afghanistan sous l'occupation soviétique.

³ En 1992, on pouvait lire sur certains murs algérois cette inscription : « Boudiaf le franc-maçon » (*Bûdhiâf al-masûnî*).

traiter comme emblématique, à savoir *la Proclamation du 19 juin 1965*⁴, texte bien plus important que tous les manifestes mais qui n'a guère inspiré les commentateurs et les analystes, si ce n'est quelques constitutionnalistes. Ce que l'analyse de ce texte permet de mettre en évidence, d'abord sur le terrain proprement politique, c'est que le concept de pouvoir est scindé: le discours politique oppose constamment un «bon» à un «mauvais» pouvoir⁵, même si le plus souvent cette opposition n'est qu'implicite. Chemin faisant, grâce à l'étude également de quelques textes des réformistes algériens, notamment Ibn Bâdîs, je pouvais établir la représentation du pouvoir comme *entité parfaite, pure et toute-puissante*. Cette notion est au cœur de ce que l'on peut appeler *l'imaginaire* de la société algérienne. Or cette conception, qui fait donc intrinsèquement partie de la culture politique, pas seulement algérienne ou pas seulement dans le tiers monde, a été instrumentalisée partiellement par le régime du FLN, notamment durant la période comprise entre 1965 et 1979. Faute d'avoir un ennemi à la mesure d'un nationalisme guerrier et radical, semblable à la France coloniale, on a inventé une série d'ennemis de substitution, d'autant plus qu'aucun des voisins ne pouvaient jouer ce rôle - comme Israël a pu le jouer au Moyen-Orient face à la Syrie, l'Irak ou l'Égypte. Pendant longtemps, cet ennemi a reçu un nom: «l'Impérialisme». Non pas l'impérialisme américain ou français, mais un simple substantif à majuscule, un nom comme en ont seulement les divinités ou les démons. Cet ennemi avait, cela va de soi, des alliés au sein de la société algérienne. L'ex-Parti communiste a joué de ce point de vue un rôle important dans la définition des contours langagiers de cet imaginaire. C'est à ses partisans ou ses compagnons de route que l'on doit la popularisation d'expressions comme «bourgeoisie compradore» ou «gros propriétaires fonciers», en abrégé «G.P.F.». L'investissement de l'imaginaire social n'était pas la spécialité des ex-communistes, c'était le chemin battu qu'empruntaient tous ceux qui voulaient avoir une influence en Algérie. C'est ainsi que le FLN, vers la fin de son règne, a inventé la notion de «parti de la France» (*hizb fransa*), qu'ont utilisée abondamment les islamistes; ces derniers n'ont pas été en reste, inventant à leur tour la notion de «franco-communistes», qui fait de tout francophone un communiste, donc un ennemi idéologique. Les berbéristes ont inventé le «ba'thisme», cherchant à faire de tout défenseur de la langue arabe *un intrus*. C'est à ce

⁴ Dont je rappelle que, le 19 juin 1965, elle apparaissait comme une énonciation collective, sinon anonyme.

⁵ J'emprunte cette opposition à Mélanie Klein (1984) et à son analyse au sujet de *l'objet partiel*, voir *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot.

plan *imaginaire*, que se réfèrent les acteurs de la lutte politique, militaire et idéologique. C'est par rapport à l'analyse qui en découle implicitement qu'ils mènent leur combat.

L'exemple de la guerre du Golfe

Au moment de la guerre du Golfe (1990), les foules, pas seulement islamistes, refusaient de croire ce que rapportaient les chaînes de télévision occidentales, en particulier C.N.N., qui étaient accusées de mentir. Dès cette date, on voyait également poindre la volonté d'assimiler l'ENTV - la chaîne algérienne - à CNN, un peu à la manière dont les soixante-huitards criaient CRS=SS, sans la consonance. Pourquoi les foules refusaient-elles d'ajouter foi aux nouvelles rapportées par les chaînes de TV et préféraient la rumeur? Quand les missiles Skud ont commencé à tomber sur Israël et qu'on apprenait qu'ils ne faisaient guère de victimes, des électeurs islamistes avec lesquels je m'entretenais de la guerre soutenaient que les média occidentaux cachaient délibérément la vérité. Il faut d'ailleurs relativiser l'attitude des foules devant la TV: quand celle-ci proclamait que l'armée irakienne est une des cinq premières armées du monde, elle apparaissait comme disant la vérité; quand elle proclamait que cette armée avait été écrasée sans réagir, elle apparaissait comme répandant un mensonge. Aussi, nous nous trouvons face à un paradoxe: quand la TV mentait en toute connaissance de cause, elle était crue, parce que ce mensonge reconfortait le désir de toute-puissance de la foule, parce qu'il faisait espérer enfin que l'heure de la revanche sur l'Occident et sur l'Histoire avait sonné. Quand les informations qu'elle rapportait étaient vraies, elle n'était pas crue parce que le rêve de la revanche s'effondrait.

Pour comprendre cette attitude ambivalente, contradictoire seulement en apparence, il faut se rappeler un fait capital. Les Arabes vivent dans le souvenir de leur grandeur passée. La présence d'Israël, qui leur a été imposée par l'Occident, est le symbole même de leur faiblesse, de leur incapacité à être à la hauteur de ce grand passé que personne ne conteste. Or depuis un demi-siècle, malgré de nombreuses tentatives, Israël est toujours sorti vainqueur des conflits qui l'ont opposé aux Arabes. Unis ou non, ces derniers s'avèrent incapables d'infliger à leur adversaire la défaite qui s'impose. Ce ressentiment est d'autant plus fort que le Coran et le hadîth sont sévères au sujet des juifs, qui n'avaient durant toute l'histoire de l'islâm qu'un statut de communauté protégée (*dimma*). Ils ne pouvaient porter des armes. Or aujourd'hui, non seulement ils portent des armes, mais ils battent les Arabes et les humilient même. Les Algériens comme les autres Arabes vivent dans cette conscience. Donc le

refus d'ajouter foi à de mauvaises nouvelles, c'est la volonté d'ajouter foi au rêve du combat qui enfin lavera les humiliations et les défaites passées. C'est pour cela que, islamistes ou pas, les Algériens dans leur immense majorité ont apporté leur soutien à l'Irak. Défiant l'Occident et s'attaquant à Israël, il a pu apparaître comme celui qui allait enfin redonner aux Arabes la fierté d'être. Il fallait par la dénégation superstitieuse protéger cette croyance.

La mort de M. Boudiaf

Le cas de M. Boudiaf est intéressant à examiner de ce point de vue. Avant sa mort, il était sinon haï du moins rejeté, surtout par l'électorat islamiste. Après son assassinat, unique de ce genre dans l'histoire de l'Algérie indépendante⁶, les choses se compliquent. Le fait même qu'il ait été assassiné, dans des conditions très troubles et sans que l'on sache vraiment si l'assassin a agi seul ou s'il y a eu complot, a permis de redorer son image, y compris auprès de ses anciens adversaires et opposants. Les foules ont plutôt eu tendance à en faire un martyr. L'argument implicite irréfutable est tout simplement le suivant: s'il a été tué, c'est parce qu'il faisait du bon travail, c'est parce qu'il avait mis en cause certains intérêts occultes. Un horrible tyran ne peut mourir, car il a de nombreuses ressources à sa disposition. Si Boudiaf est mort, c'est parce qu'il n'était qu'une victime innocente. Seuls les justes tombent. La vie et la réussite sont des signes de compromission avec le Mal. D'emblée d'ailleurs l'hypothèse d'un acte isolé a été rejeté par la foule, relayée et appuyée à la fois par la presse écrite et par la rumeur. Le thème du complot a resurgi ici de façon flagrante.

Au lendemain de l'assassinat de Mohammed Boudiaf, en juin 1992, la foule, relayée et appuyée par une partie de la presse, a choisi une explication simple et satisfaisante de l'attentat - c'est *la mafia politico-financière* qui en aurait été le commanditaire. Le jour des funérailles, des noms ont été conspués par la foule. On a mis en cause d'anciens responsables, sans apporter bien sûr le moindre début de preuve. Ainsi avant même la désignation de la commission d'enquête par le Haut-Comité d'Etat et avant même que le dossier ne soit instruit, les coupables étaient identifiés, voire désignés du doigt. Du même coup, la commission d'enquête s'est trouvée devant un dilemme insoluble - ou ses conclusions allaient dans le sens de la *vox populi* si ses membres souhaitaient recevoir l'assentiment de tous, ou ses conclusions allaient à contre-courant de l'opinion publique et elle prenait alors le risque de se voir accusée de

⁶ Une rumeur persistante veut que Boumédiène ait été assassiné, lui aussi !

négligence, voire de complicité. Le rapport de la commission d'enquête n'a pas débouché sur une conclusion univoque. Dans l'impossibilité de prouver qu'il y a eu complot, elle n'en a pas moins exprimé des doutes au sujet de la thèse d'un acte isolé.

Un nom sans référence

Examinons l'expression *maffia politico-financière*. Il s'agit d'un nom du même genre que « la magistrature », « la classe politique », le « clergé », « la bourgeoisie commerçante », « le corps médical », etc. Quand nous disons « le corps médical », nous savons avec plus ou moins d'exactitude quels sont les individus que nous désignons ainsi. Par conséquent, un tel nom, même imprécis, a un référent. Or est-ce que l'expression *la maffia politico-financière* a un référent ? On doit relever que ceux qui s'en sont servis avec profusion ont rarement essayé de lui donner un contenu empirique. Or elle est censée désigner des individus qui ont des responsabilités dans les appareils de l'Etat et qui ont des liens avec les milieux d'affaires - c'est l'alliance entre l'Administration et l'Argent.

La force de ce type d'expression est d'être malléable à souhait, selon la conjoncture et l'utilisateur. Seul importe le fait qu'il s'agit de désigner une force qui agit dans l'ombre, dans le plus grand secret, d'une efficacité redoutable et dont les ambitions sont proprement démoniaques. Plus le référent de ce type d'expression sera insaisissable parce qu'indéfinissable, plus elle frappera les esprits et plus aussi son efficacité s'accroîtra. On peut dire la même chose à propos de l'autre expression, forgée par le courant le plus arabophile du FLN, et qui a connu un franc succès - *le parti de la France*. Dans les deux cas, il s'agit de mobiliser les esprits contre un ennemi, de la même façon que certaines religions mobilisent leurs adeptes contre le démon.

Dans l'expression *maffia politico-financière* - dont nous présupposons la signification, car ceux qui l'utilisent ne prennent guère la peine de l'explicitier -, il y a un mot redoutable - c'est « maffia ». Dans l'imaginaire des foules algériennes, nourries de films et de feuilletons télévisés, le terme ne désigne pas telle organisation du crime singulière, mais plutôt la délinquance de façon générale. D'ailleurs la relation à cet objet n'est pas dénuée d'ambiguïté.

Chronique d'une dénomination

L'élaboration de ce schème explicatif et de ce nom collectif a une histoire. On peut en repérer trois moments importants :

1- Après l'attaque du tribunal de Blida par un groupuscule islamiste en 1989, Mouloud Hamrouche, le chef du gouvernement d'alors, déclarait à la télévision officielle que cette attaque devait être mis sur le compte du « gros trabendo ». Ce faisant il gommait délibérément les aspects religieux de l'événement que l'enquête et le procès ont bien mis en évidence, ne craignant pas de travestir la réalité. Certes, à l'époque il menait une campagne contre le « trabendo », tout était donc bon à ses yeux pour rendre légitime une lutte contre une activité profondément enracinée dans les populations. Mais ne faut-il pas voir dans les déclarations de M. Hamrouche le refus de reconnaître la nature religieuse de la crise algérienne et de la lutte politique, d'autant plus que lui et son équipe n'avaient d'yeux que pour les aspects économiques ? Plus tard leurs successeurs, reprendront le thème du « trabendo » mais en en faisant la source de financement des islamistes et de leurs groupes armés. On peut retenir qu'un attentat commis par des individus qui invoquent des motivations religieuses est interprété dans un sens délibérément non religieux. Une mauvaise dénomination cache une dénégation.

2- La seconde phase importante, c'est l'affaire dite des 26 milliards. Abdelhamid Brahimi, ancien ministre de la planification et premier ministre de Chadli, déclare après son éviction du pouvoir que, selon ses estimations, 26 milliards - de dinars ou de dollars ? - auraient été perçus sous forme de pots-de-vin par les opérateurs algériens lors de transactions avec les sociétés étrangères. Peu importe que cela soit vrai ou faux ; cette déclaration d'un aussi haut responsable accrédite l'idée que les responsables algériens sont des escrocs⁷. L'idée de « maffia » est donc déjà là.

3- A l'occasion d'une allocution, après son élection à la tête du H.C.E., c'est Mohammed Boudiaf lui-même qui va parler de « maffia », à propos de la classe dirigeante algérienne. C'est pour cela qu'il ne faisait aucun doute, aux yeux de nombreux Algériens que c'était elle qui était responsable de son assassinat.

On ne doit pas oublier que ce thème de la « maffia » surgit dans une Algérie où il n'est question que de corruption. La lutte politique se développe presque exclusivement sur le terrain moral. C'est pour cela qu'on ne doit pas perdre de vue que c'est une seule et même société qui a cru dans le discours islamiste et dans « la maffia politico-financière ». A quoi servent les complots auxquels croit la foule algérienne ? Complots impérialiste, sioniste, communiste, islamiste, etc. Dans le cas de

⁷ Il faut également se souvenir que c'est l'époque du procès Beloucif, ancien général, proche de Chadli.

l'assassinat de Boudiaf, ce thème du complot vise à exclure définitivement l'idée d'un acte commis au nom de motifs religieux. On peut mettre en évidence une volonté manifeste, aussi bien de la part des hommes politiques que des journalistes, de mettre de côté la dimension religieuse de la crise algérienne. De façon plus générale, on peut dire que le mythe de *la mafia politico-financière*, comme les mythes parallèles, complémentaires ou concurrents, avait pour fonction de mobiliser les foules autour d'un acteur politique, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition. Le mythe de *la mafia politico-financière* n'est en lui-même guère différent du mythe lepéniste de « l'invasion de la France par les étrangers ».

Cependant, parler de mythe ne signifie nullement qu'on dénie qu'il n'y ait pas de problèmes. Le mythe idéologico-politique est *une déformation* de la vérité. Car tout en prenant sa source dans des données authentiques, la particularité du mythe est essentiellement de les interpréter dans un cadre idéologique à la fois dualiste. C'est pour cela qu'il ne fait pas appel à la raison de l'individu-citoyen, mais seulement à ses affects et ses passions, voire même à ses rêves infantiles. Il s'adresse à l'inconscient. Or l'institution, c'est-à-dire le politique, s'édifie non pas sur la base de la logique de l'inconscient mais au contraire en faisant échec à cette logique. C'est pour cela que le combat contre le mythe passe notamment par la souveraineté de la Loi et l'abandon de la culture du secret.

Bibliographie succincte

Aldrin, Philippe (2005), *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF.

Klein, Melanie (1984), *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot.

Ploux, François (2003), *La rumeur : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier.